

douze ans des bonnets de docteurs ès lettres et ès sciences !

Si tout cela est vrai, et nous défions bien que l'on démontre que ce ne l'est pas ! si tout cela est vrai, veut-on bien nous dire comment il se fait que tout le monde s'écrie, 365 jours par année, qu'il faut enfin se mettre à la tâche de réorganiser chez nous l'instruction publique !

On mentionne quelquefois le salaire insuffisant que reçoivent ici les personnes laïques qui se livrent à l'enseignement. Ce grief est fondé. Mais alors pourquoi l'opinion publique a-t-elle laissé le gouvernement provincial abolir le décret qui fixait, au pauvre minimum de \$ 100 00 par année, le salaire des institutrices de la Province ! En tout cas, cette question d'argent n'explique pas le grand mouvement d'opinion qui réclame une instruction publique autrement organisée.

« Il nous faudrait des écoles techniques dans la Province », proclame-t-on en d'autres quartiers. Assurément, il nous faudrait quelques écoles techniques. Eh bien, que l'on en établisse ! Qui donc s'y oppose ? — Ce n'est pas non plus ce besoin de deux ou trois écoles techniques qui donne raison de ce branle-bas général, auquel nous assistons pour la réforme de l'instruction publique.

Ah ! encore, s'il s'agissait d'une question comme celle des progrès en agriculture, nous comprendrions à merveille que l'on en fit une question capitale. Car, enfin, nous sommes une race agricole ; et dans les conditions actuelles notre Province ne peut guère prospérer que par l'agriculture. Cette science de la culture a fait, certes, des progrès merveilleux, chez nous, depuis quelques années. Mais il suffit de connaître un peu ce qui se passe chez nos voisins d'Ontario et des Etats-Unis, pour constater tout le chemin qui nous reste à faire pour organiser ici l'agriculture comme elle devrait et comme elle pourrait l'être. — Mais, où est donc ici le grand mouvement d'opinion qui exige que l'on prenne des mesures efficaces pour activer chez nous le progrès agricole ? C'est un particulier, et non canadien-français, qui s'occupe enfin d'organiser dans la Province, à ses frais, une école supérieure d'agriculture. . .

Et la colonisation : en voilà encore une question vitale pour notre peuple canadien-français. On en parle, sans doute, assez fréquemment dans la presse et du haut des tribunes politiques,